

(N^o 60.)

SENAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1855-1856.

Premier feuillet des Pétitions.

M. D'OMALIUS D'HALLOY, 1^{er} Rapporteur.

N^o 1. — Date de la pétition : 20 juillet 1855.

Le Conseil provincial d'Anvers demande que le Gouvernement rétablisse le service de bateaux à vapeur reliant Anvers avec les communes riveraines de l'Escaut, tel qu'il existait en 1842 et 1843.

Conclusions du rapport :

Dépôt au greffe.

N^o 2. — Date de la pétition : 29 octobre 1855.

La veuve Havard renouvelle sa demande qu'il soit apporté une modification à l'art. 55 de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions, en ce sens que les veuves de fonctionnaires qui se remarieraient ne perdraient plus la pension dont elles jouissent du chef de leur première union.

Conclusions du rapport :

Ordre du jour.

N^o 3. — Date de la pétition : 24 décembre 1855.

La même présente des considérations à l'appui de cette demande.

Conclusions du rapport :

Ordre du jour.

N^o 4. — Date de la pétition : 30 novembre 1855.

Le Conseil Provincial du Hainaut demande que la législature n'admette pas en principe que la majeure partie des dépenses de l'instruction primaire soit à la charge des communes, ainsi que le propose un Projet de Loi présenté par le Gouvernement à la Chambre des Représentants, le 20 mars 1854.

Conclusions du rapport :

Dépôt au greffe.

N^o 5. — Date de la pétition : 15 décembre 1855.

Le sieur J. Trainard demande qu'une disposition législative oblige les usines à gaz à se servir de compteurs poinçonnés en Belgique, et indiquant des mesures métriques.

Conclusions du rapport :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N^o 6. — Date de la pétition : 18 décembre 1855.

La dame Julie Vanelstraete se plaint de ce que le tribunal de Courtrai et la

Cour d'appel de Gand ont porté des arrêts qui lui sont préjudiciables, et demande qu'une enquête soit ouverte à ce sujet.

Conclusions du rapport :

Ordre du jour.

N° 7. — Date de la pétition : 15 février 1856.

L'association pour l'établissement d'une station centrale de chemins de fer à Bruxelles, demande : 1° la création d'une station centrale au sein de la capitale ; 2° le non déplacement *extra muros* de la station du Midi ; 3° le non raccordement du chemin de fer direct de Louvain par la station du Midi, et en dehors de la ville de Bruxelles.

Conclusions du rapport :

Ordre du jour.

N° 8. — Date de la pétition : 24 novembre 1855.

Le conseil communal de Wasmes, province de Hainaut, demande que les communes soient sublevées d'une partie de la dépense que leur occasionne l'exécution de la loi de 1842, sur l'Instruction primaire.

Conclusions du rapport :

Dépôt au greffe.

N° 9. — Date de la pétition : 25 décembre 1855.

Un grand nombre de bateliers demandent que le Sénat n'adopte pas le Projet de Loi tendant à régler le service du halage et du pilotage des bateaux sur les rivières et canaux, présenté par le Gouvernement.

Conclusions du rapport :

Dépôt au greffe.

N° 10. — Date de la pétition : 1^{er} janvier 1856.

Même demande des Président et Membres de la Société de navigation *la Concorde d'Antoing*.

Conclusions du rapport :

Dépôt au greffe.

N° 11. — Date de la pétition : 6 mars 1856.

Le sieur Amand Colson, ancien directeur de la manutention militaire à Liège, domicilié à Bruxelles, se plaint d'avoir été privé de son emploi illégalement, et réclame une pension ou un nouvel emploi de directeur de boulangerie de 1^{re} classe.

Conclusions du rapport :

Ordre du jour.

N° 12. — Date de la pétition : 11 mars 1856

Le même se plaint des paroles prononcées par M. le Ministre de la Guerre au sujet de la requête qu'il a présentée au Sénat, et sur laquelle la Commission des pétitions n'avait pas encore présenté son rapport.

Conclusions du rapport.

Ordre du jour.

N° 13. — Date de la pétition : 8 mars 1856.

Le Conseil communal d'Olné, province de Liège, soumet au Sénat une délibération par laquelle il persiste dans une résolution précédente, laquelle a

été annulée par Arrêté royal ; résolution relative au compte du receveur du bureau de bienfaisance de cette commune (exercice 1854).

Conclusions du rapport :

Dépôt au greffe.

M. DE THUIN, 2^e Rapporteur.

N^o 14. — Date de la pétition : 15 février 1856.

Les membres du Conseil communal et des habitants de Grammont, demandent que le chemin de fer destiné à relier le Hainaut aux Flandres parte de Braine-le-Comte, passe par Enghien, Grammont et Sotteghem, pour se rattacher au chemin de fer de l'État vers Melle.

Conclusions du rapport :

Dépôt au greffe.

M. le baron BETHUNE, 3^e Rapporteur.

N^o 15. — Date de la pétition : 24 novembre 1855.

La chambre des avoués près le tribunal de Liège demande la mise en vigueur immédiate d'une loi relative à la récusation des magistrats, pour cause de parenté ou d'alliance avec les défenseurs des parties.

Conclusions du rapport :

Dépôt au greffe.

N^o 16. — Date de la pétition : 29 février 1856.

Le sieur Legrand, raffineur de sucre à Hornu, province de Hainaut, se plaint de ce que l'administration des chemins de fer refuse le remboursement des frais de transport de ses sucres, si l'exportation n'en a pas été effectuée dans un délai de quatre mois.

Conclusions du rapport :

Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N^o 17. — Date de la pétition : 8 janvier 1856.

Le Conseil communal de Mons émet le vœu qu'il soit apporté des modifications à la division des athénées en quatre classes.

Conclusions du rapport :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N^o 18. — Date de la pétition : 6 mars 1856.

Le sieur Pierre Labouche demande la création de timbres-postes pour l'affranchissement des journaux, circulaires et autres imprimés.

Conclusions du rapport :

Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N^o 19. Date de la pétition : 18 décembre 1855.

L'Administration communale de Masnuy-St.-Pierre, province de Hainaut, demande qu'une station sur le chemin de fer de l'État soit établie dans cette commune.

Conclusions du rapport :

Dépôt au greffe.

M. le Chevalier DE WOUTERS DE BOUCHOUT, 4^e Rapporteur.

N^o 20. — Date de la pétition : 15 décembre 1855.

L'abbé Meynders, ancien desservant, demande itérativement une augmentation de pension.

Conclusions du Rapport :
Ordre du jour.

M. le comte DE ROBIANO, 5^e Rapporteur.

N^o 21. — Date de la pétition : 15 novembre 1855.

Le sieur Honnoré, vérificateur des douanes, pensionné, se plaint de ce que M. le Ministre des Finances persiste à lui refuser le payement des arrérages de la pension qui lui avait été accordée, le 15 décembre 1813, par le Gouvernement français.

Conclusions du rapport :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

N^o 22. — Date de la pétition : 28 décembre 1855.

Des propriétaires, cultivateurs et habitants de la commune de Franes demandent que la législature accorde la concession du chemin de fer projeté de Charleroi à Bruxelles.

2^o 6 janvier 1856. Même requête des habitants de la commune de Liberechies.

3^o 4 id. Même requête des habitants de la commune de Villers-Perwin.

4^o 5 id. Même requête de la commune de Mellet.

Conclusions du rapport :

Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N^o 23. — Date de la pétition : 21 décembre 1855.

1^o » Les délégués des Secrétaires communaux demandent qu'il soit apporté une modification à la loi du 30 mars 1836, à l'effet d'améliorer le sort de ces fonctionnaires, et de leur assurer une pension ainsi qu'à leurs veuves.

2^o » Même requête des Secrétaires communaux de l'arrondissement de Tournai.

3 ^o 10 janvier 1856.	Id.	de l'arrondissement de Malines.
4 ^o 17 id.	Id.	id. de Soignies.
5 ^o 29 id.	id.	id. de Nivelles.
6 ^o 22 id.	Id.	id. d'Ath.
7 ^o 13 février.	Id.	id. de Bastogne.
8 ^o 24 janvier.	Id.	id. de Philippeville.
9 ^o »	Id.	id. de Mons.
10 ^o 6 février.	Id.	id. de Charleroi.
11 ^o 31 janvier.	Id.	id. de Thuin.
12 ^o 20 id.	Id.	id. de Huy.
13 ^o 20 id.	Id.	id. de Waremme.
14 ^o »	Id.	id. de Gand.
15 ^o 19 janvier.	Id.	id. d'Ypres.
16 ^o 25 id.	Id.	id. d'Ostende.
17 ^o 31 id.	Id.	id. de St.-Nicolas.
18 ^o 28 id.	Id.	id. de Courtrai.
19 ^o 15 id.	Id.	id. de Louvain.
20 ^o 24 id.	Id.	id. d'Arlon.
21 ^o 24 id.	Id.	id. de Verviers.

22° 2 février 1856. Même requête des Secrétaïres communaux de l'arrondissement de Dinant.

23° 27 janvier	Id.	de l'arrondissement de Marche.
24° 31 id.	Id.	id. d'Audénaerde.
25° 10 id.	Id.	id. de Turnhout.
26° 24 id.	Id.	id. de Thielt.
27° 24 id.	Id.	id. de Neufchâteau.
28° 6 février.	Id.	id. de Bruges.
29° 15 janvier.	Id.	id. de Furnes.
30° 28 id.	Id.	id. de Termonde.
31° »	Id.	id. de Liège.
32° 15 février.	Id.	id. de Bruxelles.
33° 17 janvier.	Id.	id. de Hasselt.
34° 26 février.	Id.	id. de Roulers.
35° 19 janvier.	Id.	id. d'Alost.

Conclusions du rapport :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. le Comte DE RENESSE BREIDBACH, 6° Rapporteur.

N° 24. — Date de la pétition : 2 juin 1855.

Les sieurs Deleurère-Mora, président, et Algoet, secrétaire du comité dirigeant la ferme de bienfaisance de Sulsique, demandent la suppression des dépôts de mendicité et leur remplacement par des fermes de bienfaisance.

Conclusions du rapport :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 25. — Date de la pétition : 15 septembre 1855.

Le conseil provincial de la Flandre orientale demande, soit la suppression des dépôts de mendicité, soit tout au moins leur réforme radicale; et en outre un allègement convenable pour les communes, dans les dépenses d'entretien des mendiants et autres individus de la même catégorie.

Conclusions du rapport:

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 26. — Date de la pétition : 15 novembre 1855.

Le Conseil provincial du Brabant demande que le crédit porté au Budget du Département de l'Intérieur, en faveur des employés des bureaux de l'Administration provinciale, soit augmenté.

Conclusions du rapport :

Dépôt au greffe.

N° 27. — Date de la pétition : 15 novembre 1855.

Même requête du Conseil provincial de Namur.

Conclusions du rapport :

Dépôt au greffe.

N° 28. — Date de la pétition : 12 décembre 1855.

Le Conseil Communal de Hasselt demande l'exécution immédiate du canal de Diest à Hasselt.

Conclusions du rapport :

Dépôt au greffe.

(6)

N° 29. — Date de la pétition : 20 février 1856.

Le sieur D'Henry, avocat à Anvers, demande qu'il ne soit pas donné suite au projet concernant l'extension des fortifications et la construction d'une seconde citadelle autour d'Anvers.

Conclusions du rapport :

Dépôt au greffe.